

ARCHIVAL STUDIES AND RESEARCH

Les archives du communisme roumain – Réflexions sur un débat

Vue de loin, la Roumanie des années 1990 semblait avoir – en paraphrasant Emil Cioran – “l’anticommunisme facile”. Encore en 1999, le politologue Daniel Barbu remarquait que la vie intellectuelle du pays “semble dominée par un nouveau conformisme moral et politique, s’exprimant sous la forme d’un pathos stéréotype et conventionnel qui dénonce le passé totalitaire. A l’exception d’une populace solitaire et ostracisée, nostalgique du nationalisme ceausescuiste, les intellectuels roumains des années 1990 se considéreraient déshonorés s’ils n’assument pas le rôle de porte-parole d’une éthique radicalement opposée au marxisme-léninisme, au socialisme réel, aux doctrines de gauches et, par-dessus tout, à l’expérience politique, économique et sociale du totalitarisme.”¹ Pour celui qui s’est laissé trompé par l’apparente unanimité du discours anticommuniste roumain, le brusque changement du paysage public à la fin de l’année 2006 a dû sembler paradoxale. En décembre 2006, le Président de la République lisait, devant un Parlement envahi par des nostalgiques furibonds et pas de tout ostracisés, l’acte officiel qui condamnait les crimes du Parti-Etat et de la *Securitate*. Symboliquement, ce 18 décembre 2006 a représenté le passage de la société roumaine de “l’anticommunisme facile” à la compétition des mémoires du communisme.

En vertu de leur fonction publique, les Archives Nationales se sont retrouvées dès le début au cœur de la controverse sur les manières d’assumer le passé récent. Critiquée par les uns pour son rôle de “gardien” des archives du Parti Communiste, exhortée par les autres à veiller sans répit, au nom de la “sécurité nationale”, les lourds secrets de la nomenklatura, l’institution a récemment décidé de sortir devant son public pour entamer un dialogue nécessaire. Le 31 octobre 2007 à Bucarest, dans le Grand Hall du siège central, scientifiques, étudiants, ex-détenus politiques, représentants de l’émigration roumaine et des minorités nationales, archivistes et journalistes ont été tous invités à un débat sur “Les archives du communisme roumain et leurs voix vers le public”, modéré par le Directeur Général Dorin Dobrinu.

Les prises de position des participants ont été largement représentatives pour la variété d’opinions et des manières d’assumer le passé communiste dans la société roumaine: tandis que les jeunes chercheurs présents dans la salle n’ont pas choisi leurs mots pour dénoncer la mise sous couvercle des archives du Parti Communiste Roumain, un ex-directeur des Archives Nationales a préféré se taire pieusement sur sa contribution personnelle à ladite opération. A son tour, un ex-représentant de l’historiographie communiste et l’un des bénéficiaires, après 1989, des privilèges d’accès dans les archives du Parti – accordés par l’ancienne direction des Archives Nationale en exploitant les

¹ Daniel Barbu, *Republica absentă*, Bucarest, 1999, p. 93.

ambiguïtés de la Loi roumaine des Archives – a finalement décidé de plaider pour un accès démocratique aux archives du communisme sans pour autant s'attarder sur ses propres déboires éthiques.

Les flèches des questions – et des critiques – se sont d'abord dirigées vers le Directeur des Archives du Service Roumain d'Information, Florin Pintilie, qui a eu à expliquer les syncopes de la collaboration entre son institution et le Conseil National pour l'Etude des Archives de la *Securitate*. Les journalistes aussi que les ex-détenus politiques participants aux discussions n'ont pas hésité d'accuser le Service roumain d'Informations de pratiquer un double jeu au sujet des archives de la police politique communiste. A son tour, le Directeur des Archives Nationales, Dorin Dobrinco, a été vivement questionné sur les intentions de la nouvelle équipe dirigeante en matière d'accès aux archives du communisme roumain. M. Dobrinco a insisté sur les déficiences de la Loi des Archives no. 16/1996, qui n'ont fait qu'encourager les abus concernant l'accès. Il a mis en discussion le projet d'une nouvelle loi des Archives, qui devrait servir d'une manière beaucoup plus engagée les intérêts légitimes de la société roumaine. Les chercheurs et les universitaires présents ont ainsi appris que le projet de loi, rédigé par un groupe d'archivistes, contient des prévisions expresses concernant l'ouverture pour le public des archives du Parti Communiste Roumain. Le Directeur des Archives Nationales a également affirmé la volonté de son équipe d'arrêter les pratiques d'accès préférentiel et de restaurer la confiance du public en l'institution des Archives Nationales.

Une intervention particulièrement pertinente a eu Vasile Ionaș, Directeur des Archives Départementale de Hunedoara. Il a considéré nécessaire de tirer un signal d'alarme justifié par le constat que l'attention du public est tournée presque exclusivement vers les archives de la *Securitate* et du Comité Centrale du Parti Communiste Roumain. Mais pour l'archiviste, les archives du communisme roumain comprennent également les archives des organisations des masses, des unités économiques socialistes, des communautés locales qui ont traversé, chacune à sa manière, la période communiste. Or, comme l'a affirmé M. Ionaș, ces archives sont le plus souvent négligées, voir détruites par le manque d'intérêts des autorités locales, sous les yeux des archivistes réduits à l'impuissance. La situation matérielle désastreuse des Archives départementales est pleinement prouvée par le manque de moyens et de personnel pour conserver et administrer les archives locales du communisme roumain. Elle représente sans doute l'une des problèmes dont la gravité n'est surclassée que par l'ignorance des représentants des administrations locales qui n'ont pas l'habitude de voir en les archivistes de vrais partenaires de dialogue.

Les conclusions du débat nous mènent vers un optimisme modéré: la bonne volonté de l'archiviste est sans doute indispensable à la démocratisation de l'accès aux archives du communisme roumain mais elle est malheureusement insuffisante. La volonté politique de passer au-delà le discours et d'investir en concret, tant dans la modernisation des Archives que dans l'élaboration de stratégies efficaces pour une meilleure administration des documents au niveau national, représente un passage obligé sur la voie des archives du communisme vers les citoyens. Pour la communauté des archivistes roumains, qui a encore à expier la peine d'une image publique gravement détériorée par les erreurs d'un passé plus que récent, la morale de la fable est plutôt ardue: la crédibilité n'est pas à regagner avec des beaux mots, mais avec des faits et des

attitudes décidés. On ne saura pas cueillir la rose du respect publique sans affronter les épines d'une réforme radicale des mentalités professionnelles.

Alina Pavelescu

IIAS Archival Sciences Autumn School – A Training Opportunity

Further to the invitation addressed to the Romanian Archivists Federation and the application selection, I had the chance to attend this October (from 15th through 25th) to the Archives Autumn School organised by Trieste-Maribor International Institute for Archival Sciences (as initiator), Trieste State Archives, CIMRS/University of Maribor (Slovenia) and Central European Initiative. The school venue was in Trieste, a town close to the Slovenian border, on the picturesque hills nearby the Adriatic coast and it was hosted by the modern “Abdus Salam” International Centre of Theoretic Physics.

The initiating organisation (International Institute for Archival Sciences, IIAS) is one of the prominent training organisations in the archival field, being also a member of the International Council on Archives. It was created in 1986, at the initiative of Dr. Peter Pavel Klasinc, and after 1992 it widened its activity scope transcending the borders of former Yugoslavia. At present, as an international institute, it gathers 20 member states: Austria, Bosnia and Herzegovina, Canada, China, Croatia, the Czech Republic, France, Germany, Great Britain, Hungary, Israel, Italy, Poland, Slovakia, the Russian Federation, Serbia, Montenegro, Slovenia, Spain, and Ukraine. I should mention that the Director of the Autumn School, Mrs Grazia Tatò (also the Director of Trieste State Archives) is interested in a close cooperation with the Romanian Archives. The Institute has been editing since 1992 its own publication, named “*Atlanti*”, which debates in its pages the current issues that preoccupy the Archives of its member states.

The courses were attended by 24 participants from 10 countries (Albania, Bosnia and Herzegovina, Bulgaria, Croatia, Hungary, Italy, FYROM, Montenegro, Romania, and Serbia). The lecturers were experts, university professors, and archivists of different countries (Croatia, France, Italy, Serbia, and Slovenia).

The lectures focused on four major subjects, each of them comprising several presentations, which are to be posted on the Institute website <http://xoomer.alice.it/iias/>, so as to assist and be accessed by archivists.

The first subject was dedicated to *the role and profession of archivist*. Starting with the simple observation that the massive and diverse production of documents represents a new challenge for the archivists, the presentations highlighted the need of a more profound awareness of the core principles underpinning this profession, but also of their adjustment to the current needs of documentary material processing. The lecturers giving speeches on this topic were: Peter Strčić (Croatia), Giorgetta Dosio (Padua, Italy), Maria Rosa Formentin (Trieste, Italy), Charles Kecskemeti (France), emphasising, among others, the situation of the archival education in their respective countries, as well as the philosophy of the International Council on Archives. A very interesting presentation was delivered by Zivana Hedbeli (Croatia) on the professional ethic code of the archivist,